

Le Monde

A l'échelle de la planète, les femmes consacrent trois fois plus de temps que les hommes à la collecte d'eau

Dans 70 % des foyers non desservis, les femmes de 15 ans et plus sont les principales responsables de l'approvisionnement en eau, ce qui les empêche de se consacrer à d'autres activités, éducatives ou de loisir, alerte le rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau, publié jeudi 19 mars.

Par Léa Sanchez

L'objectif des Nations unies de garantir l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement, d'ici à 2030, est encore loin d'être atteint. Un peu plus de dix ans après l'adoption de cette priorité internationale, aux côtés de 16 autres grands engagements en matière de développement durable, environ 1,8 milliard de personnes n'ont pas accès au précieux liquide à leur domicile.

L'approvisionnement pèse en premier lieu sur les femmes. Dans 70 % des foyers non desservis, ce sont les femmes de 15 ans et plus qui sont les principales responsables de la collecte de l'eau. Le rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau, publié jeudi 19 mars, met en évidence les efforts immenses que doivent encore consacrer les États à ces enjeux pour réduire les inégalités de genre en matière d'accès à l'eau.

Le texte, coordonné par les experts du Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), s'appuie sur des travaux et études parus ces dernières années pour mettre en évidence l'étendue des disparités liées au genre dans l'accès aux services les plus basiques. A l'échelle de la planète, les femmes consacrent trois fois plus de temps que les hommes à la collecte d'eau, soit 250 millions d'heures par jour.

Cette charge touche aussi les jeunes filles : selon les estimations disponibles, 7 % de celles qui ont moins de 15 ans vont ainsi s'approvisionner à l'extérieur de chez elles, contre 4 % pour les garçons du même âge.

Exposées aux violences sexuelles

Le trajet induit une charge physique et un déplacement exposé aux violences sexuelles. C'est, aussi, du temps en moins pour « des activités éducatives, de loisir ou génératrices de revenus », précise Laura Veronica Imburgia, spécialiste du programme eau et genre à l'Unesco. L'éducation est par ailleurs fragilisée par « l'absence de

toilettes et d'eau pour l'hygiène menstruelle [qui] conduit souvent les filles à rentrer chez elles », note le rapport.

Les inégalités dépassent le champ de l'eau potable et de l'assainissement. Elles concernent, par exemple, le secteur agricole. « L'accès à la terre et l'accès aux ressources en eau sont étroitement liés, souligne le document de l'Unesco, qui mentionne l'exemple de l'Afrique subsaharienne. Certaines règles de la législation foncière, officielle ou coutumière, à caractère discriminatoire à l'encontre des femmes empêchent celles-ci d'obtenir des droits à l'irrigation », ce qui contribue à une moindre productivité de leurs exploitations agricoles.

Ces enjeux sont d'autant plus cruciaux que l'eau douce disponible se raréfie, en lien avec le changement climatique, mais aussi avec la surexploitation des nappes et des rivières. Les associations humanitaires plaident pour que la question du genre soit au cœur des prochaines conférences des Nations unies sur l'eau, prévues pour la fin de 2026 et en 2028. « L'accroissement des pressions sur les ressources est susceptible d'entraîner des discriminations supplémentaires, notamment pour les femmes, qui doivent déjà parcourir des distances importantes pour s'approvisionner, ce qui empiète, entre autres, sur leur travail », insiste Sandra Métayer, coordinatrice de la Coalition Eau, un collectif regroupant des organisations non gouvernementales françaises.

Sous-représentation dans les instances décisionnaires sur l'eau

La question de l'égalité des genres dans les instances chargées de la gestion et de la stratégie hydrique est cruciale : « Par exemple, le fait d'avoir des femmes qui sont impliquées dans la conception des dispositifs d'assainissement permet de mieux prendre en compte leurs besoins », comme des lavabos pour leur hygiène menstruelle, assure Mme Métayer.

« Les systèmes d'approvisionnement en eau sont plus efficaces, plus inclusifs et plus durables s'ils bénéficient d'une participation pleine et véritable des femmes », appuie Khaled El-Enany, le directeur général de l'Unesco, en préambule du rapport. Certes, le pourcentage de femmes à la tête de ministères de l'environnement a largement augmenté – il atteignait 28 % début 2024, contre 12 % en 2015 –, mais « les femmes restent systématiquement sous-représentées dans la gouvernance, le financement, les services publics et les prises de décision relatives à l'eau », relève l'Unesco.

Selon les données disponibles en Amérique centrale, qui datent de 2016, 27 % des 1 120 personnes participant à la gouvernance de l'eau de cette région étaient des femmes. Cette moindre représentation se retrouve aussi du côté des services d'eau et d'assainissement : en 2019, moins d'un travailleur sur cinq était une femme dans 28 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, d'après une étude de la Banque mondiale, parmi un échantillon de 64 compagnies.

Pour réduire les inégalités de genre, les auteurs du rapport recommandent notamment de mettre fin aux « obstacles juridiques, institutionnels et financiers qui empêchent les femmes de bénéficier de l'égalité des droits dans l'accès à l'eau, à la terre et aux services ». D'autres leviers sont aussi suggérés, comme une meilleure formation des femmes.